

ARRÊTÉ INSTITUANT UNE COMMISSION FEUX BLEUS EN CHARGE DE COORDONNER LES PROCÉDURES D'ALARME ET D'INTERVENTION MISES EN PLACE EN MARGE DU PROJET PILOTE DE GÉOTHERMIE PROFONDE DE HAUTE-SORNE ET D'ASSURER LEUR ADAPTATION AUX PHASES DU PROJET

Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,

vu l'article 13 de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978¹,

vu la convention conclue en date du 17 juin 2022 entre Geo-Energie Suisse SA et Geo-Energie Jura SA, agissant conjointement et solidairement en qualité d'exploitant, et la République et Canton du Jura en lien avec le projet pilote de géothermie profonde de Haute-Sorne,

vu la condition 82 de l'autorisation de l'Office de l'environnement n°969/2014 relative au projet de construction d'une centrale de géothermie,

arrête :

Article premier ¹ Une commission feux bleus est instituée en marge du projet pilote de géothermie profonde de Haute-Sorne.

² Elle est chargée de coordonner les procédures d'alarme et d'intervention dudit projet et d'assurer leur adaptation selon l'évolution du projet.

Art. 2 Les objectifs poursuivis par la commission feux bleus sont les suivants :

- a. préparer et anticiper les procédures d'alarme et d'intervention ;
- b. adapter ces procédures aux phases opérationnelles du projet ;
- c. organiser des exercices d'alarme et d'intervention ;
- d. coordonner l'alarme et l'intervention en cas d'incidents ou d'accidents sur le site du projet ;
- e. assurer, en cas d'intervention, l'information des autorités et de la population.

Art. 3 ¹ Sont nommés membres de la commission feux bleus :

- M. Damien Scheder, responsable de la Section de la protection de la population et de la sécurité ;
- M. Michel Saner, administrateur de la Section de la protection de la population et de la sécurité ;
- M. Jonathan Spitznagel, responsable de la section 1 de la gendarmerie, Police cantonale ;

- M. John Mosimann, inspecteur cantonal des services d'incendie et de secours de l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention ;
- M. Didier Gisiger, commandant du Centre de renfort et d'incendie et de secours de Delémont ;
- M. Stéphane De Santa, Commandant du service d'incendie et de secours de Haute-Sorne ;
- M. Julien Portmann, chef coordinateur médico-technique du Service sauvetage et transports, Hôpital du Jura ;
- M. Jean Fernex, collaborateur scientifique, Office de l'environnement ;
- M. Sylvain Rigaud, chef de projet géothermie profonde, Service du développement territorial.

² La présidence de la commission feux bleus est confiée à M. Damien Scheder.

³ Le secrétariat de la commission feux bleus est assuré par la Section de la protection de la population et de la sécurité.

Art. 4 La commission feux bleus peut faire appel, en fonction des besoins, à des représentants d'autres services de l'administration cantonale ou à des experts externes.

Art. 5 ¹ L'exploitant du projet pilote de géothermie profonde fournit à la commission feux bleus toutes les informations utiles à son fonctionnement.

² L'exploitant du projet pilote de géothermie profonde est étroitement associé aux travaux de la commission feux bleus et peut être appelé à participer à ses séances.

³ Les responsables de la sécurité et de l'intervention mandatés par l'exploitant du projet pilote de géothermie profonde peuvent être appelés à participer aux séances de la commission feux bleus.

Art. 6 La commune de Haute-Sorne reçoit les procès-verbaux des séances et est invitée, en cas de besoin, aux séances de la commission feux bleus.

Art. 7 Le Département auquel est rattachée la Section de la protection de la population et de la sécurité est compétent pour nommer des nouveaux membres afin de remplacer les personnes démissionnaires.

Art. 8 Les membres de la commission feux bleus sont soumis au secret de fonction tel que défini à l'article 25 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat².

Art. 9 ¹ Les charges de fonctionnement de la commission feux bleus sont intégralement mises à la charge de l'exploitant du projet pilote de géothermie profonde.

² Les indemnités des membres de l'administration cantonale sont facturées sur le centre d'imputation 412 (projet géothermie profonde) du moment que la base forfaitaire prévue à l'article 14.1.2 de la convention du 17 juin 2022 permet de couvrir ces frais.

³ Les autres frais, honoraires et indemnités, y compris les indemnités des membres de l'administration cantonale qui ne seraient pas couvertes selon l'alinéa 2, sont directement facturés à l'exploitant du projet pilote de géothermie profonde par la Section de la protection de la population et de la sécurité sur une base semestrielle.

Art. 10 ¹ Le présent arrêté entre en vigueur immédiatement.

² Il est communiqué :

- aux membres de la commission ;
- à l'exploitant du projet pilote de géothermie profonde ;
- à la Commune de Haute-Sorne ;
- au Département de l'intérieur ;
- au Département de l'environnement ;
- à la Police cantonale ;
- à l'Office de l'environnement ;
- au Service du développement territorial ;
- à la Trésorerie générale ;
- au Contrôle des finances ;
- au Journal officiel, pour publication.



Adopté en séance du Gouvernement

du - 3 DEC. 2024

Jean-Baptiste Maître

Chancelier d'Etat